

**Message de SM le Roi Mohammed VI aux Assemblées annuelles du Groupe de la Banque Africaine de Développement (BAD) (Arusha, (Tanzanie), 31 mai 2012)**

Sa Majesté le Roi Mohammed VI a adressé un message aux Assemblées annuelles du Groupe de la Banque Africaine de Développement (BAD), ouvertes jeudi à Arusha sous le thème: "L'Afrique et le nouveau paysage mondial: Défis et opportunités".

Voici le texte intégral du message royal dont lecture a été donnée par M.Omar Kabbaj, Conseiller de Sa Majesté le Roi.

"Louange à Dieu,

Prière et salut sur le Prophète Sa famille et Ses compagnons.

Monsieur le Président de la République Unie de Tanzanie,

Madame et Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement,

Excellences,

Mesdames et Messieurs,

Il M'est agréable d'adresser le présent message aux Assemblées annuelles du Groupe de la Banque Africaine de Développement, qui se tiennent cette année sur le sol de la République soeur de Tanzanie. Je voudrais exprimer la gratitude du Royaume du Maroc au Président Jakaya Mrisho Kikwete, au peuple et au Gouvernement Tanzaniens pour l'accueil de ce nouveau rendez-vous africain, centré sur les défis et les opportunités qui se présentent à notre Continent et sur la place qui devrait être la sienne dans un monde en mutation.

Nous félicitons également les Gouverneurs, le Conseil d'Administration et le Président de la Banque pour la qualité de leur action et pour les efforts déployés pour le bon déroulement de ces Assemblées.

Je voudrais, à cette occasion, rendre hommage à la qualité de leur gestion qui a permis à la BAD, en dépit d'une conjoncture économique mondiale plutôt défavorable, de consolider son rôle de première banque de développement du Continent. Nous sommes confiant que cette institution saura, grâce à la mobilisation de toutes ses compétences, préserver ses acquis et assurer son avenir avec plus d'optimisme et avec davantage de rayonnement à l'échelle continentale et internationale.

Excellences,  
Mesdames et Messieurs,

Vos Assemblées se tiennent cette année dans un contexte économique international marqué par la persistance de la crise mondiale, avec son lot d'incertitudes, de risques et de perspectives mitigées en termes de croissance et de reprise économique.

Alors que nos économies continuent d'afficher une résilience remarquable, plaçant l'Afrique en deuxième position après l'Asie en termes de taux de croissance, le Continent n'est pas totalement à l'abri des répercussions de la crise globale.

Au moment où des économies africaines enregistrent des niveaux très élevés de croissance, nombreux sont les pays qui ne seront malheureusement pas au rendez-vous des Objectifs du Millénaire pour le Développement, notamment avec des taux de pauvreté appelés encore à augmenter.

Pourtant, notre Continent, riche en ressources naturelles et humaines, connaît de profondes dynamiques de transformation. L'Afrique d'aujourd'hui s'affirme, se tourne vers l'avenir et intègre, de plus en plus, des champs sectoriels dynamiques, tels les infrastructures, les nouvelles technologies, les énergies renouvelables et le tourisme.

L'Afrique est de nouveau à la croisée des chemins. Elle représente un formidable espace d'opportunités économiques, une véritable zone de haute croissance, en même temps qu'elle a besoin d'un nouvel élan de développement et d'une mobilisation plus accrue de ses ressources humaines et naturelles, avec, il faut le souhaiter, un appui plus affirmé de la Communauté internationale. Les pays africains sont ainsi appelés, plus que jamais, à mettre à niveau leur capital humain, à poursuivre leurs réformes structurelles et à mettre en place des politiques économiques et sociales appropriées, favorables à l'investissement, à l'emploi et à la croissance inclusive.

Pour sa part, le Maroc a pu faire globalement face aux répercussions de la crise mondiale. Il a délibérément choisi la voie judicieuse du développement intégré et de la bonne gouvernance économique, agissant en symbiose sur les dimensions institutionnelles, économiques, sociales, culturelles et environnementales.

Aussi bien à travers l'Initiative Nationale pour le Développement Humain, que Nous avons lancée en 2005, qu'à travers les multiples chantiers d'infrastructure et de grandes stratégies sectorielles, ou encore la réforme du système éducatif et l'élargissement de la couverture médicale, le Maroc a jeté les bases d'un modèle de développement inclusif et équilibré. Il a ainsi pu réaliser des avancées significatives en matière de dynamisme économique et de lutte contre la pauvreté, la précarité et l'exclusion.

Les réformes institutionnelles intensifiées récemment par le Royaume, avec l'adoption d'une nouvelle Constitution, ont consacré ce choix résolu et offert au pays un référentiel complet et avancé en matière de gouvernance économique.

Il en est ainsi de l'affirmation des principes de l'économie sociale de marché, du droit de propriété, de la liberté d'entreprendre et de la libre concurrence. Il en est également de la consécration des principes de l'équilibre des finances publiques, de l'indépendance de la Banque centrale, des autorités de régulation et des instances chargées de la bonne gouvernance et de la démocratie participative. Le Royaume a également renforcé son système national de transparence et de lutte contre la corruption, de même qu'il a consacré une charte avancée de droits économiques, sociaux et environnementaux.

Excellences,

Mesdames et Messieurs,

Le Royaume du Maroc place le Continent auquel il appartient au cœur de son action régionale et internationale. Le Maroc est résolument attaché à la mise en oeuvre d'une coopération agissante et solidaire avec son espace africain, et plus globalement au niveau des partenariats Sud-Sud. Il s'est toujours engagé pour la concrétisation de l'unité et de la solidarité africaines, prenant des initiatives et des actions tangibles et prônant la voie du développement humain et durable de l'Afrique et de l'Homme africain.

Le Maroc qui s'enorgueillit d'avoir été, dès sa propre indépendance recouvrée, aux côtés de tous les mouvements de libération authentiques, n'épargne aujourd'hui aucun effort pour partager son expérience et son savoir-faire avec les pays africains frères dans tous les domaines du développement.

Telle est l'approche que le Maroc a pu développer avec un nombre important de pays africains frères, dans les secteurs sociaux de base, comme dans les domaines traditionnels de la formation et de la coopération technique, et qu'il cherche aujourd'hui à élargir aux secteurs de l'investissement productif, aux transports aériens et maritimes et aux services financiers et bancaires. Placé au centre de nos réformes et de notre stratégie de développement, l'Homme est aussi au cœur des partenariats qu'entretient le Royaume du Maroc avec ses pairs africains, que ce soit au plan bilatéral ou dans le cadre de la coopération triangulaire.

Cette relation, qui constitue à nos yeux un véritable modèle de coopération Sud-Sud, est si précieuse pour nos peuples qu'elle gagnerait à être approfondie et ouverte sur de nouvelles possibilités et des formes plus prometteuses d'action commune au service des populations africaines et de leur bien-être. C'est là une grande exigence qui interpelle les gouvernements et les acteurs institutionnels, mais aussi la société

civile et le secteur privé africains, appelés à intensifier cette coopération, à lui donner les assises de sa viabilité et à la rendre plus ciblée et plus efficiente.

Car l'approfondissement de la coopération intra-africaine et du partenariat Sud-Sud est non seulement une exigence morale, au regard des valeurs que nous partageons, mais bien un impératif d'efficacité. C'est une perspective incontournable dans la quête d'une mobilisation de toutes les énergies africaines au service du développement harmonieux et durable de l'Afrique. C'est aussi, il faut le reconnaître, un domaine où nous devrions encore faire preuve de davantage d'audace et de créativité.

Excellences,

Mesdames et Messieurs,

Nous nous réjouissons que la BAD ait décidé de saisir l'occasion de ces Assemblées annuelles pour enrichir le processus de formulation de sa nouvelle Stratégie décennale à long terme 2013-2022.

Le Royaume du Maroc est persuadé qu'une telle stratégie constituera un cadre de référence très utile aussi bien à l'action du Groupe de la Banque Africaine de Développement qu'à l'ensemble des institutions financières et bailleurs de fonds intervenant sur le Continent. Le défi pour la BAD est ainsi double: consolider son excellence en tant que première institution de financement du développement en Afrique, d'une part, et travailler à l'explicitation des espaces prioritaires et pertinents de l'action du développement et de mobilisation des ressources de financement, d'autre part.

Nous sommes confiants dans l'action future de la BAD. Nous considérons que la qualité de ses interventions et la confiance dont elle jouit auprès de ses actionnaires, constituent ses principaux atouts qu'il conviendrait de renforcer, en vue d'accompagner, avec efficacité et compétitivité, les projets portés par les pays africains membres.

Dans son action future, la Banque africaine devrait soutenir les chantiers de transformation et de mise à niveau des économies du Continent et de leur repositionnement dans la chaîne de valeur mondiale. Ces chantiers sont autant nombreux que décisifs.

Ils concernent, d'une part, la poursuite des projets d'infrastructures, de transport, d'énergie et de communication, de même que les programmes d'équipements et de services sociaux de base, tels la lutte contre la pauvreté et l'accès à l'éducation, à la santé et à l'eau potable. A cet égard, la BAD sera également sollicitée pour accompagner le développement de l'agriculture africaine et soutenir les réformes structurelles et les stratégies de compétitivité et d'attractivité pour les investissements étrangers.

D'autre part, l'action de la Banque Africaine devrait appuyer les secteurs porteurs et les nouveaux pôles de croissance africains qui

innovent et qui tirent pleinement profit des opportunités de la mondialisation, pôles qui renforcent l'image positive d'une Afrique qui change. L'économie verte et les énergies renouvelables, l'agriculture durable, les nouvelles technologies, les secteurs financiers, sont aujourd'hui autant de gisements de croissance et d'emploi pour les générations d'Africains qui aspirent légitimement à un niveau meilleur de développement humain et de bien-être.

Par ailleurs, la BAD devrait relever, avec l'ensemble de la Communauté africaine, le défi de la bonne gouvernance, car il ne saurait y avoir de développement, d'investissement ou de croissance sans bonne gouvernance. Moins dépendante de l'aide internationale, l'Afrique devrait compter sur son capital naturel et humain et mobiliser ses propres ressources, avec transparence, responsabilité et reddition des comptes.

De même, la BAD gagnerait à préserver sa compétitivité globale, laquelle passe nécessairement par la mobilisation au profit de ses clients, notamment les pays à revenus intermédiaires, de financements à coûts raisonnables et attractifs.

Enfin, convaincu de l'inopportunité de la fragmentation politique et économique du Continent, le Maroc a toujours oeuvré en faveur de l'intégration économique régionale en Afrique; une option plus qu'évidente à un moment où la tendance mondiale est aux regroupements régionaux et au développement de grandes zones d'échange et d'activité. A cet égard, le Royaume du Maroc demeure disposé à appuyer toute initiative que la BAD pourrait utilement prendre en vue de donner corps aux dynamiques d'intégration économique régionale.

Nous sommes convaincus que le potentiel économique de notre Continent sera plus grand et sa portée plus large si les relations intra-africaines parviennent à s'approfondir, aux plans des échanges, des communications et des investissements communs, notamment dans le cadre d'ensembles sous-régionaux volontaristes et effectifs.

Excellences,

Mesdames et Messieurs,

Telles sont les quelques dimensions qui Nous paraissent essentielles pour l'action future de la BAD et, plus globalement, pour l'entreprise de développement en Afrique.

J'espère que ces Assemblées annuelles permettront de consolider l'action de la BAD et de faire émerger les véritables priorités du Continent et les voies et moyens appropriés pour y répondre.

Nous réitérons Nos vifs remerciements au Gouvernement de la République Unie de Tanzanie, ainsi qu'au Président de la BAD et à ses organes d'administration et de gestion, en souhaitant plein succès à vos travaux.

Wassalamou Alaikoum Warhmatoullahi Wabarakatouh".

Map.ma